

# Une leçon de démocratie, trois ans après sa prise de fonction à la tête du Nord-Kivu : Julien PALUKU KAHONGYA face à une minorité parlementaire qui veut diriger

Ce mercredi 27 janvier 2010, l'ambiance a été celle de fête à la résidence officielle du Gouverneur Julien PALUKU, sise au quartier des volcans, avenue la corniche au bord du lac Kivu.

Députés et Ministres provinciaux, membres des différents cabinets, membres du comité provincial de sécurité, responsables de la Monuc, responsables de la société civile, opérateurs économiques de Goma, Butembo et Beni, étudiants, membres de toutes les communautés du Nord-Kivu (Barza), vendeurs des marchés, banquiers, chefs des divisions de l'Administration Publique, chefs des quartiers, handicapés, organisations féminines, enfants de la rue communément appelé SHEGE, charretiers et pousse-pousseurs, cambistes, boutiquiers, ... bref toutes les 2 portes de la résidence officielle ont été prises d'assaut par des milliers des Nord-Kivutiennes et Nord-Kivutiens pour venir célébrer ces 3 années avec ce qu'ils appellent « leur pacificateur provincial »

Pour la petite histoire, Julien est élu le 27 janvier 2007 sur une liste des indépendants avec comme colistier Me Feller LUTAICHIRWA. Julien PALUKU, ce candidat indépendant comme MBATSHI MBATSHA du Bas-Congo et Alphonse NGOY KASANJI du Kasaï Oriental s'est révélé être le véritable candidat de l'Alliance de la Majorité Présidentielle au regard du résultat obtenu. 60% des députés ayant voté pour lui. (25 voix contre 17).

Depuis lors Julien PALUKU s'est mis au travail après l'Ordonnance d'Investiture du 24 février 2007 signée des mains du Chef de l'Etat, Son Excellence Joseph KABILA KABANGE.

## 1. Que trouve-t-il au Nord-Kivu ?

Julien PALUKU trouve une Province exsangue, saignée de tout bord et sur tous plans.

- D'abord des esprits divisés entre ceux qui estiment être du GRAND NORD, et ceux qu'on appelle du PETIT SUD. Le Gouverneur trouve une province qui a comme base de réflexion les fibres ethniques, les angoisses tribales et les peurs qui hantent les esprits à travers l'équation dominants-dominés.  
Aussi, dans ce climat de mort dans l'âme dans les chefs des populations du Nord-Kivu qui ont assisté impuissamment à la distribution des armes dans le Masisi et Rutshuru, les habitants du Nord-Kivu s'interrogent sur l'attitude qu'adoptera ce nouvel élu et ancien Maire respectivement de Butembo (2003-2005) et de Beni (2005-2007), après un passage à tête du Territoire de Lubero (1998-2003)
- Ensuite une province qui n'avait que 20 millions des francs congolais comme recettes mensuelles propres en janvier 2007 (l'équivalent de 40.000\$US) et près de 500 millions de francs congolais (Soit 1 millions de dollars) comme recettes mensuelles du Trésor Public (Gouvernement Central).
- Enfin une insécurité généralisée due essentiellement à deux ou trois phénomènes :
  - o Présence des groupes armés locaux (PARECO, may-may kifuafula, mongol, kasindiens, vurondo, ruenzori, anciens kadogo, ...) dont certains ont eu leurs armes à la suite de la distribution faite par les autorités à un moment donné de l'histoire récente du Nord-Kivu.

- La présence des groupes armés étrangers principalement les FDLR (anciens militaires Rwandais arrivés en RDC en 1994) et les ADF-NALU (miliciens ougandais situés en territoire de Beni à la frontière avec l'Ouganda)
- Les démobilisés mal réinsérés et les unités de gardes des résidences des anciens dignitaires d'avant la démocratisation. Ceux-ci ont semé mort et désolation principalement dans la ville de Goma durant l'année 2007, des dizaines de morts ont été enregistrés. Devant la recrudescence de l'insécurité, Julien PALUKU est accusé d'incapacité et d'immobilisme par ceux-là qui plus tard seront identifiés comme les auteurs intellectuels de toute l'insécurité dans les grandes villes (assassinats des étudiants, des taximan et autres groupes sensibles)

Entre le marteau et l'enclume, Julien PALUKU se pose mille et une questions sur les stratégies à mettre en place pour éradiquer cette insécurité grandissante.

## 2. Qu'a-t-il fait dans cet environnement maussade ?

Julien PALUKU dans ses réflexions en ces temps-là révèle que tous ces mafiosi agissent sur base de la manipulation des moyens financiers obtenus par des voies obscures.

- Ainsi, la première action menée sera d'éradiquer la fraude des minerais, la fraude douanière et documentaire.

Des camions de moellons seront versés sur les pistes longeant le quartier populaire de BIRERE à Goma par où passaient des véhicules nuitamment en direction du Rwanda voisin. Cette première action va susciter moult remous dans les chefs des acteurs principaux ; mais Julien PALUKU ne cédera à aucune pression. Les mêmes mesures seront prises à BUNAGANA, ISHASHA et KASINDI.

Déjà en mars 2007, les recettes vont doubler : 80.000\$ pour les recettes propres de la province du Nord-Kivu et près de 2 millions de \$US pour le Gouvernement Central.

- La deuxième action menée, a été de renforcer le comité provincial de sécurité (armé, police, services de sécurité). Des généraux, des colonels, des hauts officiers seront mis à contribution pour stopper la descente aux enfers d'un Nord-Kivu déjà exangue

## 3. Et des relations Assemblée Provinciale- Gouvernement Provincial, Quid ?

Pendant que Julien PALUKU se battait corps et bec avec ses collaborateurs pour éradiquer l'insécurité, pendant qu'en mai 2007, les recettes commençaient à doubler à la grande satisfaction de tous, pendant que l'ensemble des acteurs sociaux commençaient à adhérer à la vision du Chef de l'Exécutif Provincial du Nord-Kivu, vint la première ***motion de défiance*** déjà en juin 2007 par les députés qui se rangeaient dans les 17 n'ayant pas voté Julien PALUKU 5 mois plutôt.

Cette motion survint seulement 2 mois après l'investiture des ministres provinciaux par l'Assemblée Provinciale le 28 avril 2007. Et pour quel motif ? Mauvaise gouvernance.

Les spécialistes de la démocratie ont dû réfléchir et demander aux signataires si deux mois après l'investiture des ministres, on peut déjà déceler les indices de bonne gouvernance pour un gouvernement qui n'avait ni bureaux ni outils de travail au grand complet.

Face à cette première précipitation, les signataires de la motion de juin 2007 l'ont retirée du secrétariat du bureau de l'Assemblée Provinciale en faisant disparaître même la feuille dans le registre des lettres reçues (quelle 1<sup>ère</sup> tentative bâclée).

Dans ce climat, le Gouvernement et l'Assemblée du Nord-Kivu évolue déjà comme sur une pente en dents de scies. Les députés n'ayant pas voté Julien PALUKU en janvier 2007 hausse le ton et estiment devoir récupérer le pouvoir.

Le Gouvernement Provincial s'interroge si ce ne sont pas les mesures contre la fraude qui alimentent cet acharnement contre le Chef de l'Exécutif Provincial.

Entre temps, la rébellion de Laurent NKUNDA prend de l'ampleur ; les cités de KICHANGA, MUSHAKE et autres tombent entre les mains du CNDP du chairman précité.

## **Qu'est-ce qui étonne dans ce feuilleton ?**

Dans une lettre adressée au Président de l'Assemblée du Nord-Kivu le 04 octobre 2007, Laurent NKUNDA demande aux élus du peuple de démettre Julien PALUKU de la tête de la Province du Nord-Kivu.

Ce qui fut demandé, fut fait. Dans la semaine qui suit, le Gouverneur est appelé par les députés, pour une question orale afin de venir justifier son incapacité devant la recrudescence de l'insécurité

Devant les justifications de Julien PALUKU, les insatiables honorables reviennent sur le schéma de juin 2007 en préparant la 2<sup>ème</sup> motion de défiance contre le Gouverneur du Nord-Kivu.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2007, Julien PALUKU est à la barre car accusé de malversations financières, détournement, détention des milices et incompétence.

Devant tous les efforts de paix et de stabilisation, devant la maîtrise des finances de la province par le Gouvernement Julien PALUKU, tout le monde ne comprenait plus rien de ce qui arrivait aux députés.

Les gens se rappellent rapidement de la demande de Laurent NKUNDA adressée deux mois plutôt au Président de l'Assemblée Provinciale.

Le débat est organisé ce 1<sup>er</sup> décembre 2007 pour le départ ou non de Julien PALUKU. Celui-ci remue tête et méninge pour s'expliquer devant les 42 députés. Et comme toute motion de défiance se clôture par un vote lorsqu'elle est régulière, le vote sera organisé dans la plus grande émotion devant la motion.

Vers 15 heures de ce 1<sup>er</sup> décembre 2007, les scrutateurs sont choisis, le dépouillement est organisé, le comptage des bulletins est fait

Résultat : 27 voix contre la motion et 15 pour le départ de Julien.

Et comme la Constitution stipule que seules les voix favorables à la motion sont recensées, Julien PALUKU KAHONGYA (élu en janvier 2007 par 25 députés) requiert la confiance de 27 élus en lieu et place de la défiance.

Les envoyés de Laurent NKUNDA (c'est selon les analyses) quittent la salle de la BDGL presque la queue entre les pattes.

## **Et dans ce cas que fait alors Laurent NKUNDA ?**

Après échec de faire partir Julien PALUKU, les troupes de Laurent NKUNDA avancent vers Goma. La cité de SAKE située à 27 km tombe entre les mains du CNDP. Les forces de la Monuc s'interposent, les militaires arrivent en milliers dans la ville de Goma. Tout SAKE est vidé de sa population. Les fêtes de Noël 2007 et bonne année 2008 sont passées dans les plus grand stress.

Devant ce drame, Julien PALUKU soutenu par le Président Joseph KABILA et en collaboration avec le Général MAYALA, commandant de la 8<sup>ème</sup> Région Militaire, organise les troupes. La Monuc a peur d'essuyer la honte, elle intervient et l'avancée du CNDP est gérée loin de la ville de Goma.

## **Et alors le Président Joseph KABILA ?**

Dans cet environnement, le Président Joseph KABILA convoque la Conférence sur la Paix, le Développement et la Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Elle a lieu du 06 au 23 janvier 2008 et aboutit à la signature des ACTES D'ENGAGEMENT. Par ces actes, le CNDP et les 23 groupes armés du Nord et du Sud-Kivu déclarent la cessation des hostilités et le désengagement des zones occupées. Le Gouvernement Congolais accepte d'amnistier et de libérer les prisonniers.

Julien PALUKU signe les actes d'engagement à côté de tous les autres acteurs sociopolitiques du pays et de la Communauté Internationale.

## **Espoir ou désespoir ?**

De la signature des actes d'engagement naîtra le Programme AMANI que va diriger l'Abbé Apollinaire MALUMALU, ce prêtre catholique, souvent appelé Abbé-Président parce que c'est lui qui a dirigé des mains de maître la commission électorale et indépendante en RDC lors des élections présidentielles, législatives nationales et provinciales en 2006.

Une commission mixte de paix et sécurité dirigée par le Général ETUMBA sera mise en place avec pour mission l'intégration des ex-rebelles dans les forces armées.

Tout le monde était fondé de croire que la paix pointait à l'horizon et les activités commençaient à reprendre çà et là.

Les millions des déplacés qui ont bénéficié de l'appui et de la générosité dans la Communauté Internationale jubilent déjà au rythme de retour dans leurs milieux d'origine.

Le Gouvernement Provincial qui avait perdu le contrôle de plusieurs localités parce qu'occupées par les rebelles, vibrait aussi au rythme du rétablissement de l'Autorité de l'Etat.

Mais alors ? Comme par un accident inexplicable, le CNDP reprend la guerre le 28 août 2008 à KANOMBE (Territoire de Rutshuru), au dessus de la localité de RUGARI en attaquant à 3h du matin les bataillons de la 2<sup>ème</sup> Brigade Infanterie puis ceux de la 6<sup>ème</sup> Brigade à NTAMUGENGA.

Ainsi finirent presque les espoirs pour céder place au désespoir consécutifs à tous les efforts de la conférence sur la paix, du programme AMANI et de la communauté internationale.

## 4. Les dates fatidiques pour le Nord-Kivu

- Le 07 octobre 2008, le CNDP avance vers Goma, Julien PALUKU appelle toute la province à la prière. Les fidèles chacun avec son Dieu se prosternent et demandent la paix à l'ultime recours. Dieu semble ne pas écouter tout le monde.
- Le 08 octobre 2008, la base militaire de RUMANGABO tombe entre les mains des troupes du CNDP appuyées par le RDF (Rwanda Defense Forces). Les preuves signalant le passage de l'armée rwandaise sont présentées à la population à l'esplanade de la 8<sup>ème</sup> Région Militaire.

Devant la menace qui pèse sur le Rwanda face à cette incursion, le CNDP et la RDF se retirent de RUMANGABO. Les forces armées de la République Démocratique du Congo entrent de nouveau à RUMANGABO. Julien PALUKU et MWANDO SIMBA y effectuent une visite. Malheureusement, ils sont trompés car RUMANGABO est encore sous contrôle ennemi.

Julien PALUKU et MWANDO tombent dans l'embuscade, ils sont en face d'un colonel CNDP qui ne reconnaît pas encore les autorités légales. Les gens suent à grosses gouttes, les autres ont la chair de poule. La situation est décantée autrement et les autorités hissent quand même le drapeau congolais à RUMANGABO après des négociations qui durent presque une heure.

Un général du mouvement rebelle entre en ce moment là à RUMANGABO, tous les membres de la Communauté Internationale quitte le lieu. Les gens se regardent les uns sur les autres.

Après une brève cérémonie, Julien PALUKU et MWANDO SIMBA (Ministre de la Défense) quittent le lieu et s'avancent vers Rutshuru puis Bunagana dans une tournée périlleuse.

- Le 15 octobre 2008, les troupes des FARDC prennent la localité de TONGO (à l'ouest du camp de rumangabo). Devant ce qui allait arriver ce jour là pour raison d'histoire, Julien PALUKU Gouverneur de Province reçoit l'ordre de la hiérarchie de demander aux troupes des FARDC de se retirer de TONGO. L'ordre est donné, les troupes des FARDC se retirent et la Monuc rassurent qu'elle allait établir une zone tampon. Malheureusement, la zone tampon sera poreuse ; le CNDP va la traverser poursuivant les éléments FARDC à KALENGERA. Et de nouveau la base militaire de Rumangabo tombe entre les mains du CNDP qui désormais avance vers Goma en prenant RUGARI puis KIBUMBA.
- Le 29 octobre 2008, les troupes du CNDP arrivent à 3 km de la ville de Goma qui est menacée. Militaires et civiles se confondent dans les rues de Goma, la ville est embrasée par des coups de balles, la situation est intenable. Les dignitaires quittent la ville de Goma, les honorables et notables tous partent. Il n'y a plus de bateaux pour Bukavu. Les gens ont peur d'aller sur la route SAKI car là aussi les troupes du CNDP surplombent les collines des antennes Vodacom ou Celtel. Les autres hésitent d'aller au Rwanda car ils estiment que c'est de là qui vient le soutien du CNDP. D'autres par contre se demandent s'il faut se jeter dans le lac Kivu. Goma devient très petit car au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest, que d'obstacles.

Ce 29 octobre 2008, Julien PALUKU est à sa résidence.

Il n'y a plus de plénières possibles à organiser à l'Assemblée Provinciale pour décider de ce qui doit être fait. Les membres de la plénière sont partis sauf quelques uns dont l'Honorable Président.

Julien PALUKU se rappelle tout de même de la prière du 07 octobre 2008 et est rassuré par une voix interne qui roucoule « NE PERDEZ PAS PATIENCE »

Pendant ce temps, le Président de la République, Son Excellence Joseph KABILA reste confiant. Il encourage le Gouverneur, il encourage le Général Mayala, le Colonel Padiri, les membres du comité provincial de sécurité et leur demande de tenir jusqu'au bout.

Le 29 octobre 2008, les coups des balles sifflent partout dans la ville de Goma, toute la nuit, les populations sont convaincues que la ville est tombée entre les mains des rebelles.

Toutes les presses du monde appelle Julien PALUKU sur son portable pour tenter de le localiser car, disent-elles, le Gouverneur n'étant plus dans la ville et ayant fui, elles aimeraient savoir le lieu de sa fuite. Non ! rétorque Julien PALUKU « Je suis dans la ville, Goma est sous contrôle ». Personne n'y croit.

Le 29 octobre 2008 devient la nuit la plus longue. Le soleil n'arrive pas. Chacun regarde sa montre, il est 23h05', on croit dormir et on regarde de nouveau, il est 23h08'. On se rend compte qu'on n'a dormi pendant 3 minutes. Le soleil n'arrive pas toujours, aucun oiseau de chante, aucun coq non plus. Ah ! Quelle histoire.

Entre temps Laurent NKUNDA adresse nuitamment un communiqué à la Monuc indiquant la cessation unilatérale des hostilités.

Le soleil du 30 octobre 2008 arrive sur les collines du Rwanda, les gens sortent d'où ils attendaient la mort. La population de Goma est convaincue que le Gouverneur Julien est parti.

Faux ! Julien PALUKU appelle la presse à sa résidence le 30 octobre 2008 à 6h00 du matin et rassure.

Il n'y a pas moyen de convoquer la plénière à l'Assemblée Provinciale car seuls son président est quelques députés sont à peine visibles dans la ville. Les autres ont pris, la veille, un avion pour Kinshasa, d'autres sont à Bukavu, d'autres partis au Rwanda.

Le Gouvernement Provincial se réunit et prend des mesures dont le couvre-feu sur toute l'étendue de la ville, et la vie commence à reprendre.

La Communauté Internationale saisit la balle au bond et appelle à des nouvelles négociations avec le CNDP. Le Secrétaire Générale de l'ONU nomme l'ancien Président Nigérian OLUSEGUN OBASANJO et l'Union Africaine nomme Benjamin MKAPA pour piloter les négociations à Nairobi. Ces nominations interviennent en novembre 2008 et les négociations commencent en décembre 2008 au quartier général de l'ONU (à Gigiri)

Julien PALUKU, Gouverneur du Nord-Kivu, fait partie des négociateurs congolais à la tête desquels son Excellence Raymond TSHIBANDA, Ministre de la Coopération Internationale. L'Abbé MALUMALU, Mme MANYA, Mme ODIA, l'Abbé Jean Bosco BAHALA et le Père MINANI font partie de l'équipe de la RDC nommée par le Premier Ministre.

Un 1<sup>er</sup> round de négociation s'organise le 07 décembre 2008, puis le second le 17 décembre 2008, puis un troisième le 05 janvier 2009.

Entre temps des fissures s'observent dans le CNDP. Deux ailes s'y dessinent, celle de Laurent NKUNDA et celle de BOSCO NTAGANDA.

Ce même lundi 05 janvier 2009, la radio BBC annonce la déchéance de Laurent NKUNDA par Bosco NTAGANDA. Personne n'y croit.

Le jeudi 08 janvier 2009, Bosco NTAGANDA tient une conférence de presse et confirme qu'il est le nouveau leader du CNDP. Laurent NKUNDA dans son retranchement de BUNAGANA réagit en soulignant que cet officier a quelque chose qui lui passe dans la tête et affirme qu'il ne tardera pas à le déferer devant la commission de discipline du CNDP.

Le 21 janvier 2009, Laurent NKUNDA est arrêté par l'armée rwandaise et ainsi commencent les opérations conjointes FARDC-RDF dites opérations « UMOJA WETU », traduisez « NOTRE UNITE »

Ainsi s'accomplit la prophétie de Julien PALUKU qui, le 07 octobre 2008, en organisant la prière sur toute l'étendue du Nord-Kivu, disait « un miracle ne manquera pas de se produire » Qui l'eut cru !

## **5. Et qu'est-ce qui a suivi ?**

- D'abord les opérations UMOJA WETU, entre les deux armées congolaises et rwandaises contre les FDLR, ensuite les opérations KIMIA I et II puis AMANI LEO.
- Dans un second moment, a suivi la signature des accords de paix du 23 mars 2009 entre d'une part le Gouvernement et le CNDP, et de l'autre part entre le Gouvernement et les autres groupes armés du Nord et Sud-Kivu.
- Dans un 3<sup>ème</sup> moment, le retour de 2 millions des déplacés dans leurs villages.
- Enfin la reprise tacite des activités sur toute l'étendue de la Province du Nord-Kivu suivi de la reprise des travaux à l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu après le retour des honorables élus ayant fuit la ville.

## **6. Et après cette traversée dans le désert : quelle relation observe-t-on entre Gouvernement et Assemblée du Nord-Kivu ?**

La session ordinaire reprend le 15 juillet 2009, dans un climat de paix retrouvée après 2 années de turbulence et de va-et-vient.

La pomme de discorde commence sur une commission d'enquête initiée en août 2009 par la plénière dont la présidence est confiée à un non initié en matière d'enquête administrative et financière.

Les conditions dans lesquelles les données ont été récoltées jusqu'à l'adoption du rapport, ont été émaillées des violations flagrantes qui font l'objet d'une requête en annulation devant la cour d'appel de Goma sous le RAD 063.

Réponse du Gouverneur Julien PALUKU sont sur le site web [www.provincenordkivu.org](http://www.provincenordkivu.org) dans le coin droit sous le titre « droit de réponse ... »

C'est de ce rapport qu'a découlé la 3<sup>ème</sup> motion qui est entrée dans l'impasse le 15 octobre 2009 à la suite d'une série d'irrégularités.

## 7. Quand la minorité parlementaire veut diriger

Les valeurs démocratiques veulent s'inverser au Nord-Kivu où la minorité parlementaire (mieux l'opposition parlementaire) réclame être exclue de la gestion du pouvoir.

Seuls les spécialistes des sciences politiques pourront éclairer l'opinion quant à ce, car au Nord-Kivu on veut être à la fois au gouvernement et dans l'opposition. Est-ce un manque d'idéal politique ou une boulimie effrénée de la recherche aveuglée du pouvoir.

Quand Julien PALUKU est élu en janvier 2007 par 25 députés sur 42 que compte l'Assemblée Provinciale, quand Julien PALUKU frappe par sa majorité la 2<sup>ème</sup> motion du 1<sup>er</sup> décembre 2007 par 27 voix en sa faveur, quand en octobre 2009, les signataires de la 3<sup>ème</sup> motion de censure ne savent pas atteindre le quorum requis pour statuer, quand ... quand .... Sommes-nous dans quelle démocratie quand la minorité parlementaire vocifère partout qu'elle a déjà mis le Gouverneur Julien en accusation ? où le vote de la mise en accusation a-t-il été organisé ? par la seule minorité ?

Sommes-nous dans quelle démocratie où un gouvernant élu par une majorité parlementaire doit désormais s'incliner devant les incantations de la minorité parlementaire ?

Quand la minorité parlementaire qui recherche le pouvoir ergote autour de la démission du gouverneur, est-ce cela la voix à suivre ?

L'histoire de la province du Nord-Kivu retiendra qu'il est des comportements démocratiques à adopter notamment l'inclinaison devant la voix de la majorité.

## 8. Confusion démocratique au Nord-Kivu

Au nom du terme démocratique que certains députés du Nord-Kivu traduisent mal, ils confondent deux ou trois choses :

1. La minorité parlementaire confond l'adoption d'un rapport d'une commission avec la procédure de mise en accusation devant les instances judiciaires.

L'opinion devra savoir que l'adoption d'un rapport est une étape à part, et la mise en accusation une autre qui, au terme de l'Art.68 de la loi portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des Provinces, doit avoir un débat suivi d'un vote.

Et les spécialistes du droit constitutionnel pourraient bien dire si le débat évoqué dans cet article a lieu entre députés eux-mêmes ou entre députés et les accusés pour que ceux-ci répondent aux accusations portées contre eux.

L'opinion aussi bien provinciale, nationale qu'internationale pourrait bien interroger la minorité parlementaire du Nord-Kivu à quel moment le Gouverneur est-il déjà arrivé à l'Assemblée Provinciale pour ce débat relatif à la mise en accusation ? Quel aveuglement !

2. La deuxième confusion est liée à la recherche par la minorité parlementaire à guider les actions du gouvernement.

La minorité voudrait que dans la gouvernance de Julien Paluku, ses points de vue soient ceux qui dominent l'action du Gouvernement. Encore une fois, cela se passe dans quel pays à travers le monde ?

Il y a lieu de soulever à ce sujet une anecdote au Nord-Kivu à savoir « un opposant parlementaire en quête du pouvoir dans l'exécutif formé par la majorité parlementaire »

## 9. Mais quel bilan succinct élaboré dans ce climat

Voici un petit échantillon à titre seulement illustratif en 12 points

1. Le 1<sup>er</sup> et inestimable résultat atteint depuis 2007 à nos jours c'est la paix retrouvée sur l'ensemble du territoire ;
2. La formation d'un gouvernement qui respecte la représentation territoriale ainsi celle de la femme (30% des femmes) ;
3. La construction de 10 écoles primaires et secondaires ;
4. La construction d'un institut supérieur pédagogique et l'université officielle de Ruwenzori encore ne chantier ;
5. La construction des 4 hôpitaux moyens de 40-70 lits devant la forte mortalité maternelle ;
6. La dotation de l'hôpital provincial de Goma des installations mortuaires modernes (morgue de 12 places achetée en Chine) ;
7. La réparation asphaltique des grandes artères de la ville de Goma (3 km asphaltés et ± 15 km en réparation) ;
8. La réhabilitation de plus de 1000 km de cantonnage manuel sur toute l'étendue de la province ;
9. L'achat des engins propres de réhabilitation des routes pour le Gouvernement Provincial (compacteur, niveleuse, chargeur, excavateur, épandeur de bitume, ...)
10. La dotation de 17 jeeps NISSAN 4x4 pimpant neuf aux 17 chefs de chefferie et secteur en vue de relancer le développement à la base ;
11. Le passage de 40.000\$us en janvier 2007 à ±600.000\$us en décembre 2009 au titre de recettes propres réalisées par la province du Nord-Kivu,
12. le passage de ± 1 million de \$US en janvier 2007 à ± 5 millions de \$US en décembre 2009 au titre des recettes réalisées par le trésor public (Gouvernement Central) grâce aux mesures draconiennes arrêtées par l'exécutif du Nord-Kivu

Cette réflexion est menée à l'intention de tous les hommes épris de paix qui s'abreuvent depuis un certains temps sur des supports internet basés sur la raillerie, le mensonge, la nuisance, et la cécité politique.

Vive la démocratie au Nord-Kivu

Goma janvier 2010

PAPY KATAKA